

Octobre 2020 | Burkina Faso

Perceptions des personnes affectées sur le COVID-19



Introduction

En août et septembre 2020, Ground Truth Solutions (GTS) a mené des enquêtes mixtes (en face-à-face et par téléphone) au sujet de la réponse humanitaire et de l'impact du COVID-19, en recueillant les perceptions des personnes affectées par la crise humanitaire au Burkina Faso. Le but de cette enquête est de comprendre les perceptions des personnes affectées sur : 1) le partage d'information, 2) les mesures appliquées, 3) l'impact économique du COVID-19, ainsi que 4) l'impact social du virus. Globalement, ce projet vise à informer les acteurs humanitaires et à orienter la réponse humanitaire selon les perceptions des personnes interrogées.

Au moment de la collecte de données pour ce projet (entre le 12 août et 16 septembre), le Burkina Faso comptait entre 1 211 et 1 717 cas positifs au COVID-19¹ et au 30 septembre il y avait 3 cas confirmés dans le Centre Nord et 29 cas confirmés au Sahel.² Malgré ce faible nombre de cas, toutes les régions du Burkina Faso ont veçu la mise en œuvre de diverses restrictions. Entre mi-mars et début juin de cette année, le gouvernement burkinabé a imposé différentes mesures, notamment les fermetures des écoles, des restrictions sur les rassemblements, la fermeture des frontières internationales, l'interdiction de voyager entre les villes, la fermeture des marchés, ainsi que l'obligation de porter des masques dans tout le pays.¹ Les personnes interrogées dans notre enquête auraient été principalement touchées par ces restrictions plutôt que par les problèmes de santé liés au COVID-19 dans leurs communautés.

À travers les enquêtes téléphoniques, menées par une équipe locale au Burkina Faso de l'Africa Polling Institute (API), nous avons parlé à 400 répondants, dans 9 communes de la région Centre-Nord du Burkina Faso. Les enquêtes étaient faites en mooré, fulfulde ou français. Afin de compléter ces enquêtes téléphoniques, nous avons également collaboré avec REACH Initiative. En posant des questions similaires à celles que nous avons posées au téléphone, l'équipe de REACH a interrogé des informateurs clés à Kaya (Centre-Nord) et à Dori (Sahel) par le biais d'enquêtes en face-à-face. Il est important de noter que les réponses des informateurs clés reflètent ce que ceux-ci pensent que leurs communautés ressentent, croient ou font, tandis que les réponses des personnes lors des sondages téléphoniques reflètent leurs propres perceptions.

De plus, ce rapport cite une multitude de rapports déjà publiés sur le sujet du COVID-19 au Burkina Faso. Compte tenu des différentes approches méthodologiques pour chaque rapport, GTS ne prétend pas que nos données et ces rapports sont directement comparables. Notre objectif est plutôt de comparer plusieurs perspectives pour présenter une perspective plus robuste du contexte COVID-19 au Burkina Faso.

Pour plus d'informations sur nos activités concernant le COVID-19, veuillez consulter notre site internet.

Projet financé par:


H2H Network
Humanitarian
Action Support

Avec le soutien de:

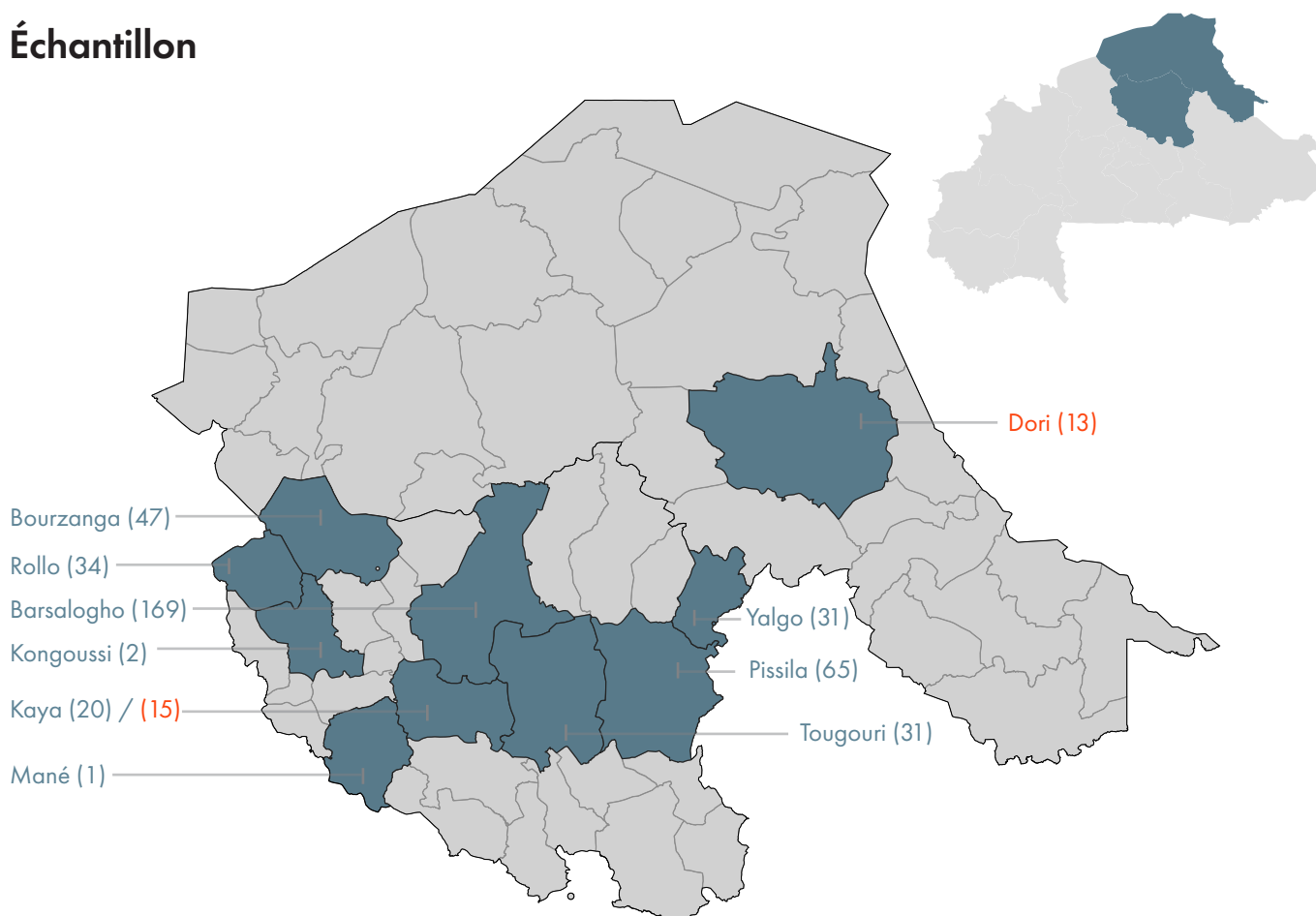
 **REACH** Informing
more effective
humanitarian action

¹ « Burkina Faso Situation », WHO, accédé le 20 octobre 2020, <https://covid19.who.int/region/afro/country/bf>.

² « Rapport d'Analyse Situationnelle, Période: Juin - Septembre 2020 », iMMAP et Data Friendly Space.

³ « COVID-19 Government Measures Dataset », ACAPS, accédé le 11 septembre 2020, <https://www.acaps.org/covid19-government-measures-dataset>.

Échantillon





Source: Ground Truth Solutions, 2020

400 enquêtes par téléphone

Genre

-  189 femmes (47%)
-  211 hommes (53%)

Catégorie de population





-  323 membres de communautés hôtes (81%)
-  77 personnes déplacées à l'interne (19%)

28 enquêtes en face-à-face avec les informateurs clés





Genre

-  10 femmes (36%)
-  18 hommes (64%)

13 Informateurs clés à Dori

-  4 chefs de groupe personnes déplacées à l'interne
-  4 leaders religieux
-  4 chefs d'association de femmes
-  1 émir*

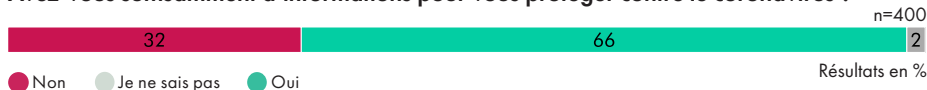
15 Informateurs clés à Kaya

-  5 chefs de groupe personnes déplacées à l'interne
-  4 leaders religieux
-  5 chefs d'association de femmes
-  1 chef de quartier

* L'émir est un chef traditionnel qui coordonne le travail des chefs de villages.

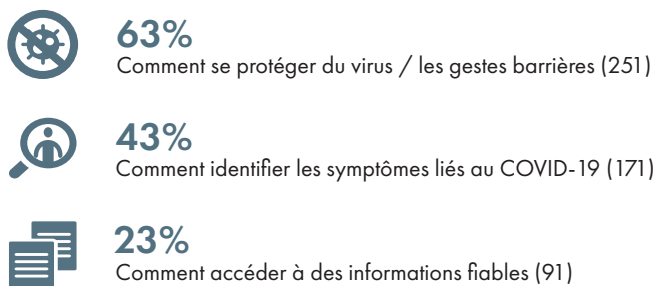
Information

Avez-vous suffisamment d'informations pour vous protéger contre le coronavirus ?



Il faut noter que les répondants de cet enquête ont accès à un téléphone mobile et ainsi ils peuvent avoir plus d'accès à l'information que les autres bénéficiaires d'aide humanitaire. Les femmes se sentent moins informées (57%) que les hommes (74%). De plus, les personnes interrogées vivant dans la province de Namentenga se sentent moins informées (53%) que celles de Bam (67%) ou de Sanmatenga (69%).

Sur quels sujets avez-vous besoin (davantage) d'informations ?* (n=400)

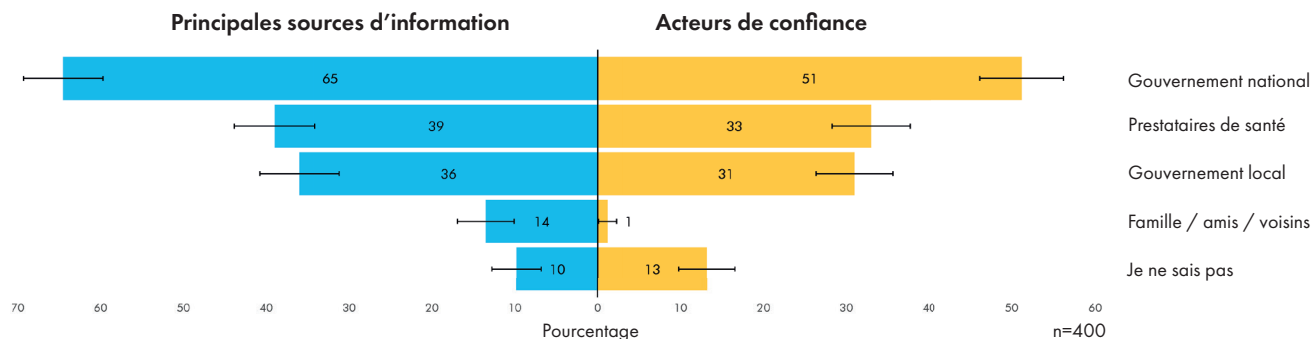


Les femmes (21%) et les personnes âgées de plus de 51 ans (21%) ont également besoin d'informations sur comment / où poser des questions concernant le COVID-19.

Quel est votre principal canal d'information sur la façon de vous protéger contre le COVID-19 ?* (n=400)



Une étude de la Fondation Hirondelle souligne que les canaux d'information les plus utilisés sont la presse traditionnelle (radio, télévision, journaux papiers) (92%) et les moyens de communication communautaires (famille et voisins) (73%).⁴ Le rapport d'UNICEF sur les perceptions des jeunes sur le COVID-19 cite également la télévision (51%) et la radio (26%) comme les canaux d'information sur le COVID-19 les plus consultés par les personnes interrogées dans le cadre de l'étude UNICEF.⁵ Néanmoins, Fondation Hirondelle a trouvé que 27% des personnes qu'elles ont interrogées pensent que les médias burkinabé (radio, télévision, journaux) cachent certains informations sur le coronavirus.⁶



Perceptions des informateurs clés

85% des informateurs clés à Dori et 93% à Kaya considèrent que les membres de leurs communautés ont le sentiment d'avoir les informations nécessaires pour se protéger contre le virus.

54% des informateurs clés à Dori notent que leurs communautés ont besoin d'informations sur comment / où accéder aux tests de dépistage du COVID-19.

80% des informateurs clés à Kaya notent que leurs communautés ont besoin d'informations sur comment identifier les symptômes du COVID-19 et 67% d'entre eux indiquent que leurs communautés ont besoin d'informations sur comment se protéger du virus.

À Dori, les informateurs clés citent la radio (77%) et la télévision (69%) comme principaux canaux d'information utilisés par leurs communautés pour accéder à des informations sur le virus.

À l'inverse, à Kaya, les informateurs clés mentionnent la radio comme le canal d'information le plus utilisé (40%) et seuls 13% d'entre eux citent la télévision comme principal canal d'information.

⁴ « Étude sur l'accès à l'information des personnes déplacées internes et sur le niveau d'information et de conscience du virus COVID-19 », Fondation Hirondelle, juin 2020.

⁵ « Sondage U-Report : Perception des adolescent-e-s et jeunes sur la COVID-19 », UNICEF, 20 avril 2020.

⁶ « Étude sur l'accès à l'information des personnes déplacées internes ».

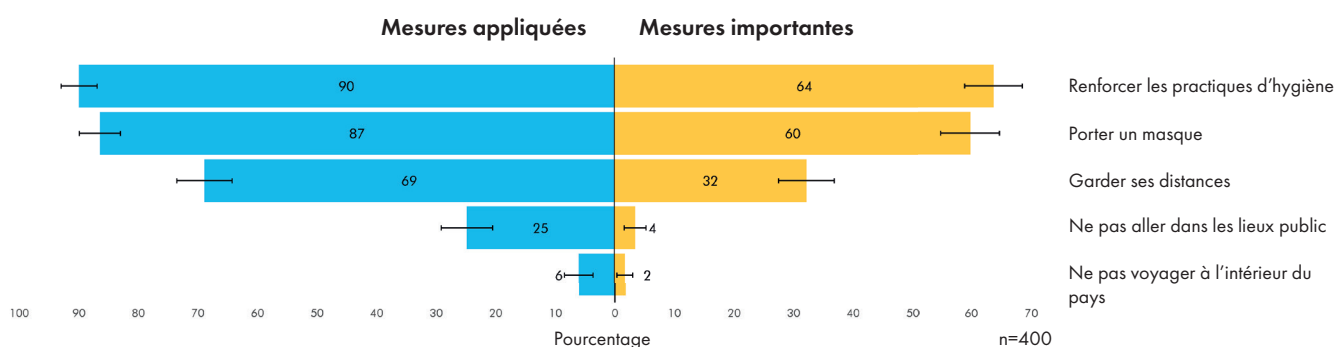
* Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

Selon les personnes interrogées, le gouvernement national, les prestataires de santé et le gouvernement local sont les principales sources d'information et celles auxquelles les membres de la communauté font le plus confiance pour se renseigner sur le COVID-19. Néanmoins, selon une étude de la Fondation Hirondelle, 40% attendait plus d'information de la part des autorités locales.⁷

Les personnes déplacées à l'intérieur (PDI) considèrent les prestataires de santé (55%) et le gouvernement national (52%) comme leurs principales sources d'information. Les membres de la communauté d'accueil mettent l'accent sur le gouvernement national (68%) en tant que principale source d'informations par rapport aux prestataires de santé (35%).

Les groupes religieux (3%) et les groupes communautaires (3%) ne sont que peu mentionnés par les personnes interrogées comme sources d'information de confiance.

Mesures appliquées face au COVID-19

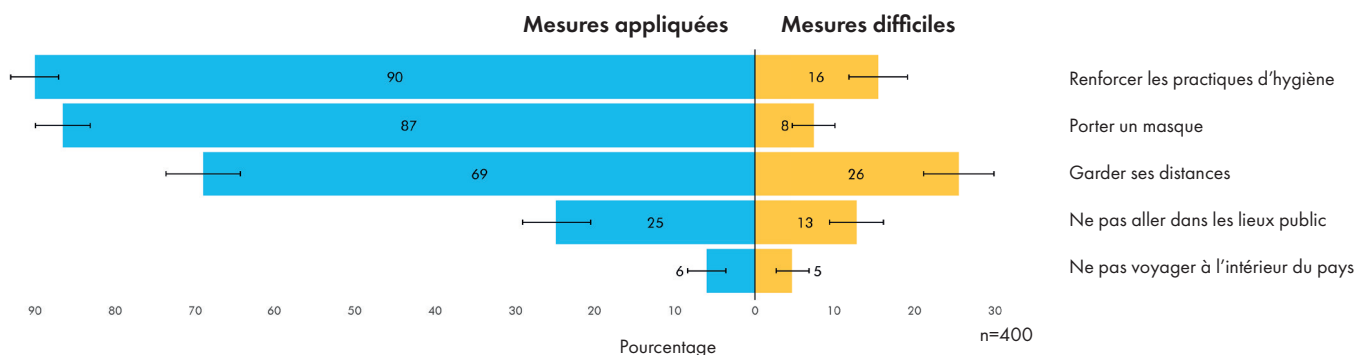


Selon les personnes interrogées, les mesures perçues comme les plus importantes sont également celles qui sont les plus appliquées : le renforcement des pratiques d'hygiène (lavage des mains, ne pas se toucher le visage, tousser dans son coude ou dans un mouchoir), le fait de porter un masque et de devoir garder ses distances avec les autres personnes.

D'après les personnes interrogées, un niveau de connaissance élevé sur le virus peut expliquer l'application de ces mesures considérées comme étant les plus importantes. Ce haut degré de respect des mesures fait écho à l'étude de la Fondation Hirondelle qui souligne que 69% des personnes interrogées se lavent régulièrement les mains.⁸ De plus, le rapport d'UNICEF souligne aussi que 58% des jeunes respectent l'ensemble des mesures barrières.⁹ Il est probable que depuis les publications des rapports de la Fondation Hirondelle (juin 2020) et d'UNICEF (avril 2020), davantage de gens ont entendu parler du COVID-19 et aient pu augmenter les mesures de précaution qu'ils respectent.

Perceptions des informateurs clés

Selon les informateurs clés à Dori et à Kaya, le renforcement des pratiques d'hygiène, porter un masque et garder ses distances sont également les mesures les plus répandues au sein de leurs communautés.



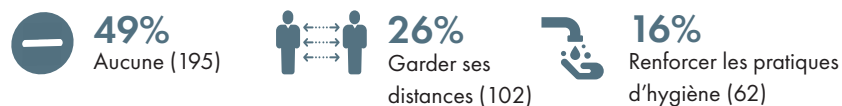
⁷ « Étude sur l'accès à l'information des personnes déplacées internes et sur le niveau d'information et de conscience du virus COVID-19 », Fondation Hirondelle, juin 2020.

⁸ Ibid.

⁹ « Sondage U-Report : Perception des adolescent-e-s et jeunes sur la COVID-19 », UNICEF, 20 avril 2020.

* Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

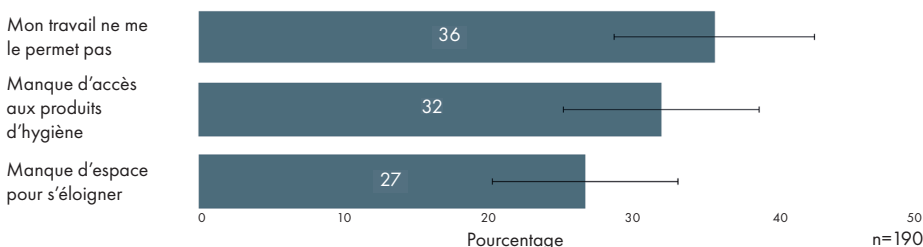
Lesquelles de ces mesures de précaution trouvez-vous les plus difficiles à adopter pour vous protéger du virus ?* (n=400)



Près de la moitié des personnes interrogées ne trouve aucune des mesures difficiles à respecter. En revanche, les principales préoccupations des personnes affectées semblent concerner les mesures de distanciation sociale. Les hommes (35%) trouvent cette mesure plus difficile à respecter que les femmes (15%).

De plus, le renforcement des pratiques d'hygiène pourrait être difficile pour les personnes n'ayant pas accès à suffisamment d'eau. Selon un rapport de REACH sur les vulnérabilités au COVID-19 à Kaya, la plupart des personnes interrogées (93% des PDI et 67% des personnes non-déplacées) n'ont pas accès à suffisamment d'eau pour combler leurs besoins essentiels, y compris pour se laver les mains.¹⁰ Pour ceux qui ont accès à l'eau, l'accès au savon est une question clé. Selon REACH, 52% de localités évaluées au Centre Nord utilise l'eau seulement comme principal méthode de lavage de mains.¹¹

Pourquoi cette mesure est-elle la plus difficile à respecter ?*

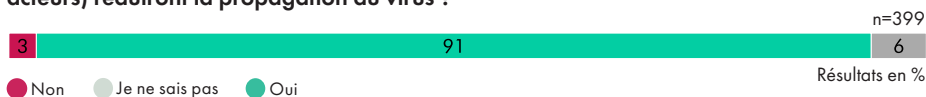


Si / quand vous ressentez des symptômes de coronavirus, que pensez-vous que vous ferez ?* (n=400)



Les perceptions récoltées par GTS font écho au rapport de REACH sur les vulnérabilités au COVID-19 à Kaya, où la décision de se rendre dans un centre de santé, de s'auto-confiner et d'appeler le numéro vert sont les premières procédures à suivre au cas où un membre du ménage présente des symptômes de COVID-19, selon les personnes enquêtées.¹²

Dans l'ensemble, pensez-vous que les mesures introduites dans le pays (par les différents acteurs) réduiront la propagation du virus ?



Les hommes sont plus positifs (96%) que les femmes (85%) sur le fait que les mesures introduites dans le pays réduiront la propagation du virus.

Perceptions des informateurs clés

69% des informateurs clés à Dori soulignent qu'il est difficile pour leurs communautés de porter un masque car il y a un manque de masque. Bien que l'accessibilité (la disponibilité des produits et le prix) de masques, de savon et d'eau présente un problème clé, les personnes affectées soulignent aussi qu'elles ne sont pas habituées à porter les masques et disent avoir des difficultés à respirer lorsqu'elles le font. À Kaya, ce ne sont que 33% des informateurs clés qui affirment qu'il est difficile pour leurs communautés de porter un masque.

54% des informateurs clés à Kaya et 67% à Dori soulignent qu'il est difficile pour leurs communautés de respecter la distanciation sociale.



Le masque empêche une bonne respiration
– Chef d'association de femmes à Dori, 13 août 2020



Les informateurs clés à Dori pensent que les membres de leur communauté prendraient des actions variées s'ils venaient à ressentir des symptômes de COVID-19 : 40% pensent qu'ils appelleraient leur prestataire de santé au téléphone (5) ; 23% qu'ils se rendraient chez un prestataire de santé (3) ; 23% qu'ils appelleraient la ligne verte (3) ; et 15% qu'ils s'isoleraient (2).

À Kaya, 60% des informateurs clés pensent que les membres de leur communauté appelleraient la ligne verte (9) et 20% qu'ils appelleraient leur prestataire de santé au téléphone (3).

¹⁰ « Vulnérabilités au COVID-19 et impact des mesures préventives : Burkina Faso Région du Centre-Nord, ville de Kaya », REACH, mai 2020.

¹¹ « Evaluation de la situation humanitaire dans la zone Trois Frontières: Burkina Faso - Région du Centre-Nord », REACH, juin 2020.

¹² « Vulnérabilités au COVID-19 et impact des mesures préventives : Burkina Faso Région du Centre-Nord, ville de Kaya », REACH, mai 2020.

* Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

Impact économique du COVID-19

Comment votre capacité à répondre à vos besoins essentiels a-t-elle changée depuis que le virus a commencé à se propager au Burkina Faso ?

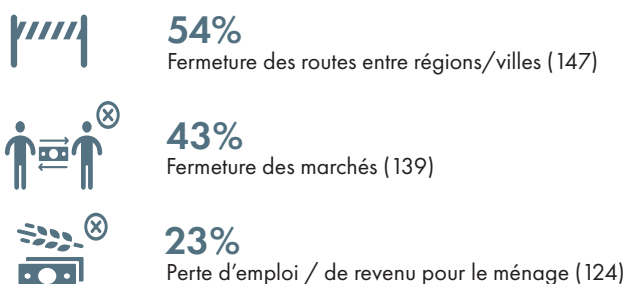


Les hommes (72%) ont davantage tendance à souligner que leur capacité à répondre à leurs besoins de base a aggravée par rapport aux femmes (65%). De plus, les PDIs ont également plus la tendance à mentionner que leur capacité à répondre à leurs besoins essentiels a aggravée (75%) par rapport aux membres de la communauté d'accueil (67%).

Si la capacité de répondre aux besoins de base s'est améliorée, quels facteurs y ont contribué ? (n=15)

Les trois raisons principales de cette amélioration mentionnées par les personnes enquêtées qui pensent que leurs capacités de répondre aux besoins se sont améliorées sont : l'augmentation de l'aide et des services reçus (6), l'augmentation du soutien communautaire (5) et l'impact positif sur les commerces dû à une augmentation de la demande de certains biens (5).

Si la capacité de subvenir aux besoins essentiels s'est détériorée, quels facteurs y ont contribué ? (n=270)




Par rapport à l'étude de la Fondation Hironnelle, le pourcentage des personnes interrogées qui estiment que le virus a aggravé leurs difficultés quotidiennes (84%) a diminué.¹³ Les personnes interrogées se sentaient probablement plus profondément touchées par le virus lorsque la Fondation Hironnelle a mené leur enquête. Néanmoins, il est important de noter que l'impact négatif des restrictions est ressenti toujours.

Étant donné que les restrictions mises en place entre mars et juin sont maintenant levées, nous avons demandé aux personnes enquêtées de quelle manière ces facteurs avaient encore aujourd'hui une incidence sur leur vie quotidienne. La majorité d'entre elles estime que la fermeture des routes entre les villes et la fermeture des marchés ont encore un impact négatif sur leur vie quotidienne malgré la levée de ces restrictions. Une étude de Norwegian Refugee Council souligne que ces restrictions ont eu un impact sévère sur le mouvement de produits frais, de production agricole et d'élevage et ont conduit à une réduction des revenus qui est ressentie toujours par les personnes interrogées.¹⁴

Au niveau de la commune, les autres facteurs cités sont la fermeture des frontières nationales pour les personnes à Kaya (53%) et l'augmentation des prix pour celles à Rollo (32%) et à Tougouri (29%).

Perceptions des informateurs clés



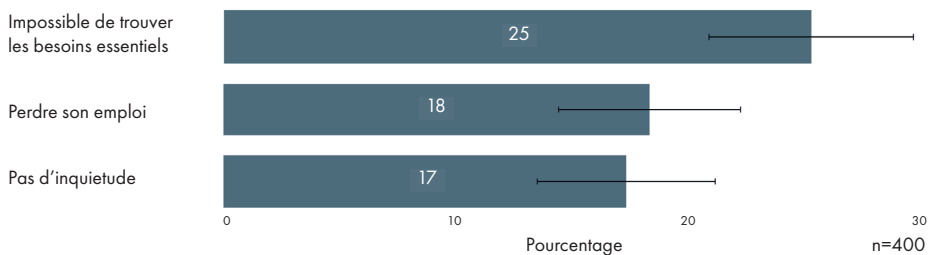
Les informateurs clés à Dori et Kaya affirment qu'au sein de leurs communautés, la capacité de subvenir à ses besoins essentiels s'est détériorée. À Dori on explique cette dégradation par le manque d'assistance humanitaire (88%) comme raison majeure, tandis qu'à Kaya, les informateurs clés soulignent la perte d'emploi (60%) comme l'explication principale de cette dégradation.

¹³ « Étude sur l'accès à l'information des personnes déplacées internes et sur le niveau d'information et de conscience du virus COVID-19 », Fondation Hironnelle, juin 2020.

¹⁴ « Downward Spiral: the economic impact of Covid-19 on refugees and displaced people », Norwegian Refugee Council, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/nrc_downward-spiral_covid-19_report.pdf.

* Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

Actuellement, quelle est votre principale préoccupation quant à votre situation financière due au coronavirus ?



Impact social du COVID-19

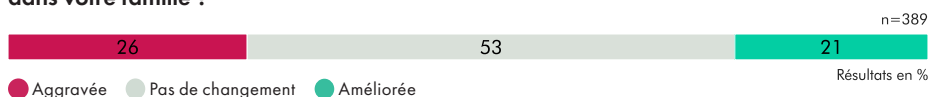
Comment pensez-vous que la crise du coronavirus a eu un impact sur les relations sociales dans votre communauté ?



Les PDI sont plus nombreux (62%) que les membres de la communauté hôte (47%) à affirmer que la crise de COVID-19 a aggravé les relations sociales au sein de leurs communautés.

Les personnes interrogées estiment que la distanciation sociale (53%) et le manque de travail / l'incapacité de travailler (43%) sont les raisons principales nuisant aux relations sociales dans leurs communautés. Les femmes citent plus fréquemment l'impact du manque de travail (50%) comme ayant un impact négatif sur les relations sociales dans leurs communautés que les hommes (37%), tandis que les hommes soulignent plus souvent la distanciation sociale (66%) que les femmes (37%).

Comment pensez-vous que la crise de coronavirus a eu un impact sur les relations sociales dans votre famille ?



Les PDI sont plus nombreux à affirmer que la crise de COVID-19 a aggravé les relations sociales dans leurs familles (47%) comparé aux membres de la communauté hôte (21%).

Selon les personnes interrogées, le manque de ressources de base (nourriture, articles ménagers, etc.) (55%) et la distanciation sociale (40%) sont les raisons principales nuisant aux relations familiales.



Les gens interprètent mal le fait que je veux garder mes distanciations sociales
– Homme à Pissila, 28 août 2020



[Il y a] la stigmatisation des personnes qui touchent
– Chef du groupe PDI à Dori, 11 août 2020

Méthodologie

Sélection des participants

L'équipe des enquêteurs d'API a utilisé une base de données téléphoniques du projet Victory Against Malnutrition Plus (ViMPlus) afin d'appeler de manière aléatoire des numéros de téléphone au niveau communal. Toutes les personnes ciblées dans cette base de données ont reçu de l'aide humanitaire en 2019.

Les membres des communautés hôtes et les personnes déplacées interne (PDI) recevant de l'aide humanitaire ont été les groupes visés par l'enquête. Au sein des enquêtés, la répartition finale par population est la suivante : 81% de membres des communautés hôtes et 19% de PDIs. Nous avons visé une distribution égale entre les sexes, avec une répartition finale de 47% de femmes et 53% d'hommes. Toutes les personnes enquêtées avaient 18 ans ou plus.

En ce qui concerne les enquêtes des informateurs clés, 28 leaders communautaires ont été interrogés à Kaya (15) et à Dori (13). Nous avons ciblé des informateurs clés ayant un statut décisionnel et/ou représentatif au sein de leur communauté, tels que des chefs religieux, des chefs de groupes de PDI, des chefs de quartier et des chefs d'associations de femmes.

Sélection des localités

La sélection de la région Centre-Nord pour les enquêtes téléphoniques s'est faite selon les critères suivants : 1) le degré d'assistance humanitaire (nombre d'acteurs humanitaires sur le terrain), 2) la taille de la population affectée (communautés hôtes et déplacés internes), 3) l'accès à une base de données téléphoniques.

Pour éviter que l'évaluation ne soit celle d'un seul cluster ou d'une seule agence, les communes ont été sélectionnées en fonction de la diversité des agences humanitaires de cette région, selon la cartographie de la présence opérationnelle d'OCHA.¹⁵ Les communes sélectionnées étaient les suivantes : Bourzanga, Rollo, Tougouri, Yalgo, Barsalogo et Pissila. Étant donné les mouvements fréquents de population et la nature de notre collecte de donnée (enquêtes téléphoniques), nous avons également fini par interroger quelques répondants à Mané et à Kaya.

Les communes de Kaya et de Dori ont été sélectionnées pour les enquêtes avec les informateurs clés, car les enquêtes en face-à-face à Kaya (région du Centre-Nord) nous ont permis de récolter des réponses comparables avec celles recueillies par téléphone. De plus, la région de la Sahel, incluant la commune de Dori, est l'une des zones du Burkina Faso où les besoins humanitaires sont les plus élevés. Ainsi, enquêter auprès d'informateurs clés dans cette région est en adéquation avec l'objectif de GTS de recueillir les voix de ceux qui en ont le plus besoin.

Comment lire le rapport ?

Ce rapport repose sur des graphiques à barres pour analyser les réponses données à des questions sur l'échelle de Likert (de 1 à 5), ainsi qu'à des questions binaires.

Les graphiques à barres montrent la répartition des réponses à une question donnée en pourcentages, utilisant une gamme de couleurs allant du rouge au vert. Le rouge représente les réponses négatives (1/2) et le vert les réponses positives (4/5). Les réponses « Je ne sais pas » sont également représentées sur les graphiques.

Les barres d'erreur sont incluses pour chaque graphique afin d'indiquer la marge d'erreur au niveau de confiance de 95%. Celles-ci représentent une mesure de confiance dans notre estimation, compte tenu de la taille de l'échantillon. La marge d'erreur maximale pour les questions binaires est de +/- 5 points de pourcentage.

Les résultats sont désagrégés (par sexe, commune, population ou âge) si les données récoltées présentent des différences importantes.

¹⁵ « Burkina Faso : Présence Opérationnelle, » OCHA, 26 février 2020, <https://data.humdata.org/dataset/burkina-faso-presence-operationnelle>.

Confidentialité des données

Afin de conserver l'anonymat des personnes enquêtées et garantir la confidentialité des informations et des contacts partagés par les partenaires humanitaires, la base de données des informateurs est stockée de manière sécurisée sur les serveurs de Ground Truth Solutions. Les contacts d'informateurs reçus de la part d'acteurs humanitaires ne seront utilisés que dans le cadre des activités de GTS au Burkina Faso et ne seront pas partagés avec des personnes tierces.

Limites de l'enquête

Au moment de l'enquête, il y avait très peu de cas de COVID-19 dans le Centre-Nord et le Sahel, ainsi, les réponses des personnes enquêtées étaient probablement plus orientées vers les restrictions en place contre le COVID-19 que vers les problèmes de santé.

Étant donné que notre enquête primaire s'agit d'une enquête par téléphone, les réponses proviennent de personnes possédant ou ayant accès à un téléphone. Ces personnes interrogées représentent un petit sous-ensemble de la population recevant une aide humanitaire dans le Centre-Nord.

Les autres limites potentielles des sondages téléphoniques comprennent: (1) l'incapacité à développer une relation avec la personne interrogée, par rapport aux enquêtes mener en personne, peuvent rendre les personnes interrogées moins confiante envers l'enquêteur et moins à l'aise de répondre honnêtement; (2) en raison de la situation sécuritaire au Burkina Faso, les personnes interrogées ont indiqué qu'elles craignaient les appelants inconnus, ainsi leur peur aurait pu influencer leurs réponses à notre enquête; (3) les enquêtes téléphoniques doivent être courtes pour éviter des taux d'attrition élevés, ce qui signifie qu'il y a un manque de données qualitatives; et (4) bien que nous demandions au répondant s'il se trouve dans un espace privé pour répondre à nos questions, nous ne pouvons garantir que les répondants sont seuls et ainsi qu'ils ne sont pas influencés par ceux qui les entourent.

En ce qui concerne les enquêtes des informateurs clés, dû aux contraintes de la collecte de données, certains groupes d'informateurs clés peuvent être surreprésentés par rapport à d'autres. Si l'échantillon final n'est pas représentatif des perceptions des populations affectées, les données récoltées reflètent néanmoins les perceptions d'informateurs clés dans les communes de Kaya et de Dori. Afin de dépasser les limites de représentativité, les perceptions des informateurs clés ont été triangulées avec notre enquête téléphonique.

De plus, avec tout entretien, il y a des risques que le répondant ne soit pas honnête avec ses réponses. Dans le cas des informateurs clés, il peut y avoir diverses raisons pour lesquelles un informateur clé pourrait sur ou sous-exagérer ses impressions de leurs communautés, soit pour les présenter de manière plus positive en raison de la pression sociale, soit pour les présenter de manière plus négative dans l'espoir qu'ils pourraient recevoir plus d'aide et de soutien. Ces facteurs doivent être pris en compte lors de la lecture des résultats. Encore une fois, de dépasser cette limite, les perceptions des informateurs clés ont été triangulées avec notre enquête téléphonique.

Auteurs

Elise Shea - Programme Analyst

Marie-Françoise Sitnam - Programme Manager

Pour plus d'information concernant les enquêtes de Ground Truth Solutions au Burkina Faso, veuillez contacter Elise Shea (elise@groundtruthsolutions.org) ou Marie-Françoise Sitnam (marie-francoise@groundtruthsolutions.org).

Rejoignez-nous sur [notre site web](#).